



MESSAGER DE TAHITI

Journal Officiel des Établissements français de l'Océanie,

PARAISSENT TOUS LES VENDREDIS A 3 HEURES DU SOIR

TE VEA NO TAIIITI.

Mahina-pua 12 novembre 1875.

MATAVITI 25. — N° 46.

Prix de l'abonnement (payable à l'avance):
Un an 18 fr.
Six mois 10 fr.
Trois mois 5 fr.
Un numéro 50 centimes.

Prix des Abonnements et des Annonces, l'année:
Emplacement du Gouvernement 10 francs

Prix des Annonces (les exemplaires):
Annonce simple 10 centimes
Annonce à 10 lignes 25 centimes
Annonce à 20 lignes 50 centimes
Les bourses et remises se paient la moitié du prix de la publication inscrite.

SOMMAIRE.

PARTIE OFFICIELLE. — Arrêté rendant exécutoires les règlements supplémentaires de l'ordre du 2 octobre 1875. — Décisions concernant des allouances, bourses et demi-bourses aux écoles indigènes, des Frères et des Soeurs. — Nominations, etc. — Arrêté réglementant l'ordre du 2 octobre 1875. — Arrêté réglementant l'assassinat de Papeete (suite à l'ordre du 2 octobre). — Bulletin télégraphique. — La durée de la vie. — Remède contre la pierre. — Mouvement commercial. — Annonces hydrographiques. — Contre la cause agricole. — Annonces du port. — Annonces. — Observations météorologiques.

PARTIE OFFICIELLE

Nous, Commandant des Etablissements français de l'Océanie, Commissaire de la République aux îles de la Société,

Vu les articles 41, 42, 43 et 60 de l'arrêté du 10 décembre 1874 portant règlement sur l'assiette, la liquidation et la perception des contributions directes;

Sur la proposition de l'ordonnateur f.f. de Directeur de l'Intérieur,

ANONCES ARRÊTÉES ET ARRÊTÉES :

Art. 1^e. Sont rendues exécutoires les réclames supplémentaires de la contribution personnelle et des patentes de Tahiti et Moorea pour le trimestre trimestre 1875, et s'élèvent à la somme de neuf cent quatre-vingts francs, savoir :

Contributions personnelle	Patentes.	Montant.
Tahiti.	230 > 1,058 >	1,886 >
Moorea.	> = 308 >	308 >
TOTAUX.	230 > 1,366 >	1,584 >

Art. 2. L'ordonnateur f.f. de Directeur de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera communiqué et enregistré partout où besoin sera, publié au *Messager* et inséré au *Bulletin officiel* de la colonie.

Papeete, le 7 octobre 1875.

O^m GILBERT-PIERRE.

Par le Commandant Commissaire de la République :
L'ordonnateur f.f. de Directeur de l'Intérieur,
La BARRE.

Nous, Commandant des Etablissements français de l'Océanie, Commissaire de la République aux îles de la Société,

Considérant le vœu émis par le comité d'instruction publique touchant l'entretien de quatre élèves (deux garçons et deux filles) dans les écoles françaises indigènes ;

Vu la décision en date du 27 avril 1874 accordant une allocation de 360 fr. à l'élève Putu, fils de Taumau :

Sur la proposition de l'ordonnateur f.f. de Directeur de l'Intérieur,

DÉCISIONS :

Il est accordé à M. Viénot, directeur des écoles françaises indigènes, trois nouvelles allocations, de 360 fr. chacune, pour l'entretien dans les écoles indigènes des élèves ci-après désignés, savoir :

Papa, fils du caporal mutu d'Ame;
Vahine, fille de Maiburea, de Papaoe;
Vahine, fille de Taux, pasteur de Parapari.

La présente décision, qui aura son effet à compter du 1^{er} octobre courant, sera communiquée et enregistrée partout où besoin sera, publiée au *Messager* et insérée au *Bulletin officiel* de la colonie.

Papeete, le 26 octobre 1875.

O^m GILBERT-PIERRE.

Par le Commandant Commissaire de la République :
L'ordonnateur f.f. de Directeur de l'Intérieur,
La BARRE.

Nous, Commandant des Etablissements français de l'Océanie, Commissaire de la République aux îles de la Société,

Vu les arrêts des 7 novembre 1857 et 8 octobre 1863 :

Sur la proposition de l'ordonnateur f.f. de Directeur de l'Intérieur,

DÉCISIONS :

Des bourses et des demi-bourses dans les écoles des Frères sont accordées aux élèves ci-après désignés :

Bourses.

Tauturuha à Taipara, petit-fils de Tairape.

Demi-bourses.

Jules Aufray, fils d'un agent de 3^e classe à l'imprimerie.

Léon Sue, fils d'un ancien sous-commissaire de la marine.

Tomesu, petit-fils de la cheffe de Poauau.

La présente décision, qui aura son effet à compter du 1^{er} octobre courant, sera communiquée et enregistrée partout où besoin sera,

publiée au *Messager* et insérée au *Bulletin officiel* de la colonie. Papeete, le 26 octobre 1875.

O^m GILBERT-PIERRE

Par le Commandant Commissaire de la République :
L'ordonnateur f.f. de Directeur de l'Intérieur,

La BARRE.

Nous, Commandant des Etablissements français de l'Océanie, Commissaire de la République aux îles de la Société,

Vu les arrêts des 7 novembre 1857 et 8 octobre 1863 ;

Sur la proposition de l'ordonnateur f.f. de Directeur de l'Intérieur,

DÉCISIONS :

Des demi-bourses et des compléments de bourses sont accordés dans les écoles des Sœurs aux élèves ci-après désignés :

Demi-bourses.

Anais Paillard, fille d'un tailleur fixé à Tahiti.

Céline Chauvet, de Papeete.

Elisée Otema.

Marie-Célestine Taro, pupille de M. Vieu.

Compléments de bourses.

Terivavao Tamatoa, petite-fille de la Reine.

Victoria Marcella, fille d'un ancien militaire.

La présente décision, qui aura son effet à compter du 1^{er} octobre courant, sera communiquée et enregistrée partout où besoin sera, publiée au *Messager* et insérée au *Bulletin officiel* de la colonie.

Papeete, le 26 octobre 1875.

O^m GILBERT-PIERRE.

Par le Commandant Commissaire de la République :
L'ordonnateur f.f. de Directeur de l'Intérieur.

La BARRE.

Mai te au i te fasia raa a te Tomana to Auvalia o te Republipa i te 3 no novema 1875 :

L'indigène Mataitauha a Teata o te orosutem no te matasina ra no Papaoe, en remplacement de Roopoe, mort.

Le matai a cheval Teata i Teata, du district de Papaoe, en remplacement de Teata, mort.

L'indigène Tafauha a Tafauha est nommé matai a cheval du district de Papaoe, en remplacement de Teata i Teubira, nommé caporal mutu.

Ces nominations comprennent du 1^{er} novembre 1875.

Par ordre de M. le Commandant Commissaire de la République que date du 10 novembre 1875, l'indigène Tiuitia a Teamo est nommé matai à pied du district de Mahina, en remplacement de Teata i Teubira, démissionnaire, à compter du 10 novembre 1875.

Par décision de M. le Commandant Commissaire de la République que date du 10 novembre 1875, ont été punis disciplinirement :

1^e Les marins Maravei et Teata, d'après leur conducte et leur révolte à l'expulsion de leur peine, pour avoir opéré l'arrestation d'un autre Européen, au lieu de les avoir conduits tous les deux devant le chef inspecteur de la police, ou, au sein d'assemblée, devant le commissaire de police.

2^e Le sergent mutuo Mama, de quinze jours de prison et un mois de suspension, pendant lequel il sera remis caporal, pour n'avoir pas empêché cette arrestation et pour n'être pas mandé à son devoir de chef de brigade.

Mai te au i te fasia raa a te Tomana to Auvalia o te Republipa no te 10 no novema 1875, na fatusua ra :

1. Na mutuo ia o Maravei e o

Teata i utua tapae hoe avue

et i hōe pagas i nia i te ame raa

a te tahiti papas o, mai te aratai

ore i raus 'tou tapoi i mua i te

rastria biopos no te mutuo, e

adie ia, mai te ame i ame e

ola, i mua i te lomioea mutuo;

Mama hoc alura ma pac haehua

i tapae raa, e hoe no te

tasa na mahana ra e tau bia ia

ois i raus i te tapori, no te

mei aore oia i fasiore i tasa

pepa raa raa, e no reira iore i

tau i tonu toros raadra iut no

te pupu.

ses forces mais il n'est pas les fautes contre la morale ne relèvent pas du Code pénal.

Quelques jours plus tard, lorsque que le résultat de son assemblée soit connu, il déclara : « Il est évident que si je ne fais pas battre à la voie du combat l'ordre révolutionnaire, nous nous serons ciblé contre l'opposant. C'est pourquoi nous avons pris cette terrible machine que la ville Europe a utilisée pour nous faire battre. » L'opposition : il faut se débattre, la partie opposante fait battre l'ordre révolutionnaire. L'opposition : l'ordre a été détruit, le résultat des combats démontre que tous les combats, surtout, qu'on a dû détruire, démontre surabondamment. L'émission de l'horrible organo du ministère public, émises parmi nous, qui ont accusé à leur tour des faits, sans doute par les juges eux-mêmes, ces derniers, au contraire, ont été sauvés, et que la mort de nos amis, que la peine de mort a fait son temps, et que si elle est encore inscrite dans les lois, elle n'est assurément plus dans nos mœurs.

Le président a déclaré des débats, dirigés avec une remarquable habileté, à la fois prouves et preuves, comme résultant de ces débats, la question de la complicité en ce qui concerne l'accusé A-Kai.

Après délibération, le tribunal a résolu ainsi qu'il suit les questions posées par M. le procureur :

« Peut-on déclarer d'avoir dans la nuit du 14 au 15 juin, à Parys, tué un homme, dont volontairement la mort a nommé A-Si?... Oui.

« Ce meurtre a-t-il été commis avec prémeditation?... Non.

« Ce meurtre a-t-il été commis avec l'aide de quelqu'un?... Non.

« Ce meurtre a-t-il été pour object de préparer, faciliter ou exécuter le vol d'une certaine somme d'argent et de deux bagues au préjudice de son propriétaire?... Non.

A-Kai est-il coupable d'avoir, avec connaissance, aidé ou assisté l'auteur du crime sur-si-spéciale dans les faits qu'il l'a préparé, facilité ou exécuté ceux qui l'ont consumé?... Oui.

Existe-t-il des circonstances atténuantes en faveur d'A-Kai?... Non.

En conséquence, le tribunal supérieur, constitué en tribunal criminel, après en avoir délibéré sous le concours des deux assesseurs, condamne A-Kai à la peine de mort et A-Si à celle des travaux forcés à perpétuité; ordonne que l'exécution de A-Pai fut mise sur une des places publiques de Parys.

A-Pai, s'adressant à l'interprète chinois qui lui fut nécessaire l'arrêt rendu contre lui, dit d'une voix basse, mais assurée : « C'est bien ; A-Kai n'a rien de moins que moi ! Je ne comprends pas que, pour ce que j'ai fait, vous me condamnez à mort, tout au moins ! »

Cette double condamnation prononcée vers 7 heures du soir, produisit une vive impression sur l'assistance, qui se retira dans un morte silence.

BULLETIN TÉLÉGRAPHIQUE.

(Dépêches reçues de Courrier de San Francisco.)

ESPAGNE.

Madrid, 19 août. — Une brigade des alphonsoites a attaqué le général Dorregaray et l'a mis en déroute au moment où il s'efforçait de pénétrer en Aragon. Il a été forcé de se réfugier dans les montagnes. Le général Jovellar est maître de tous les débâcles à Barcelone, et doit empêcher Dorregaray de fuir dans la direction de Lerida.

Madrid, 24 août. — L'assaut de la citadelle de Sno de Urgel a aussi été repoussé et les hostilités ont été suspendues. Le général Linzaga, commandant carliste, a offert de se rendre sous certaines conditions que le général Martinez Campos a rejetées. Les négociations continuent.

Madrid, 28 août. — Le général Martinez Campos a télégraphié que les forts de Sno de Urgel ont capitulé, et que la citadelle va résister le lendemain. L'ordre de Sno de Urgel a été envoyé au général Linzaga. Tous deux sont prisonniers. Le gouvernement les fera juger par les tribunaux ordinaires.

Madrid, 3 septembre. — On annonce officiellement que le général carliste Dorregaray, ayant tenté de frayer un passage en Aragon, a été défait et perdant 400 hommes.

Madrid, 7 septembre. — Un grand nombre de capitaines en Catalogne et en Navarre font jour au conseil d'administration au gouvernement et réclament un rétablissement de l'amnistie. — Les habitants de la Biscaye se refusent à payer aucune taxe aux carlistes. Les troupes carlistes à Tolosa se sont mutinées et il y a eu plusieurs tués et blessés. Le général carliste Dorregaray, poursuivi par les troupes du gouvernement, a traversé Roncal avec 1,500 hommes. Il a perdu son matériel de guerre. — La Presse affirme que 1,000 carlistes soumis ont été enrôlés et envoyés à Cuba. Un régiment de carlistes a également été enrôlé et envoyé aux troupes dirigées par le général le 30 juillet à même destination.

Madrid, 11 septembre. — La dissidence qui existait depuis quelque temps entre les membres du cabinet vient de le précipiter dans une crise. Tous les ministres ont donné leur démission.

Madrid, 12 septembre. — Les discussions dans le cabinet ont été causées par la majorité insistante pour que les élections aient lieu pour les Cortes par le suffrage universel. Un nouveau ministère a été formé, composé avec 10 ministres.

Madrid, 14 septembre. — Le général Jovellar, le nouveau chef du cabinet, a déclaré à sa santé que le plus urgent besoin de l'Espagne était de mettre fin à la guerre civile ; que la question de la nouvelle constitution devait être laissée aux Cortes et que le ministère devait se borner à pacifier le pays.

PRINCIPAUTÉS DANUBIENNES.

Constantinople, 20 août. — Les dernières nouvelles de l'insurrection en Herzégovine sont satisfaisantes. Le gouvernement de cette province affirme que le calme se rétablit par la population et que l'insurrection touche à sa fin. Les ambassadeurs russes, austriens et allemands ont eu hier une entrevue avec le grand-vizir. On dit qu'ils ont consulté la situation des belligérants, en faveur de l'ordre, et qu'ils ont proposé de faire arrêter leurs armes. Le ministre russe a alors refusé de consentir à cette transaction. À la suite de cette entrevue, l'ambassadeur russe s'est rendu au palais du sultan, auquel il a expliqué les motifs de sa proposition. Le grand-vizir a été ensuite mandé au palais, et les ambassadeurs sont tombés d'accord pour avoir une nouvelle conférence samedi prochain.

Constantinople, 3 septembre. — Sever Pacha, dans une dépêche télégraphique datée de Mostar aujourd'hui, dit que beaucoup d'in-

surgés se sont soumis et que l'agitation est en partie apaisée. Les troupes impériales ont renoncé fort peu de résistance. Il est d'apanage que l'ordre sera rétabli avant peu.

Constantinople, 7 septembre. — L'ordre a été rétabli en Bosnie et ne tardera pas à l'être en Herzégovine.

NOUVELLES DIVERSES.

Rome, 21 août. — La Fanfafa dit que feu l'empereur Ferdinand a laissé son « pat », par testament, 6 millions de dollars qui ont déjà été payés.

Genève, 22 août. — Le conseil national a passé des résolutions pour la suppression des convents et des œufs de charité.

Alexandrie (Egypte), 25 août. — Trois navires de guerre, avec des troupes de débarquement, ont été envoyés sur la côte égyptienne qui bordé l'Abysse, afin de chasser les rois qui envahissaient le territoire égyptien. Quatre mille hommes d'infanterie sont également débarqués. Le rédacteur est déterminé à en faire promptement avec les envahisseurs.

Londres, 7 septembre. — Une dépêche de Shanghai dit que la difficulté entre l'Angleterre et la Chine a été réglée de la manière suivante : la Chine enverra un ambassadeur spécial à Londres et s'engage à punir les coupables de l'outrage commis à Yunnan et à indemniser la famille de M. Milbury.

Paris, 7 septembre. — La conférence des Amis de la paix a passé des résolutions qui protestent solennellement contre les présents armements en Europe, comme étant un fardeau intolérable supporté par le peuple.

Rome, 7 septembre. — La date fixée pour le prochain consistoire papal est le 9 septembre. Le pape doit, à cette occasion, faire des nominations aux divers sièges vacants en Espagne.

La durée de la vie.

Nous empruntons à l'*Echo de la presse médicale* de curieux renseignements sur l'accroissement de la durée de la vie.

Dans l'ancienne Rome, entre les années 200 et 300 avant Jésus-Christ, la durée de la vie, dans les hautes classes, était de 30 ans. Dans le siècle actuel, dans les mêmes classes de la société, elle monte à 50 ans.

Il y a environ un siècle, la durée moyenne de la vie à Genève était de 30 à 31 ans. En 1814 et 1833, elle était de 49 à 68 ans, et maintenant il y a autant de personnes qui vivent 70 ans qu'il y en avait, il y a 300 ans, arrivant à l'âge de 43 ans.

Dans l'année 1693, le gouvernement anglais emprunta de l'argent dont le montant devait être payé par annuités, et présentant une taxe sur la valeur des biens dans le pays. La loi fut pas très bonne, et lorsque toutes les parties de la transaction furent satisfaites. Quarante-cinq ans plus tard, Pitt établit une autre taxe ou compagnie d'annuités, basée sur l'opinion que la mortalité était restée la même que celle qui avait apparu.

Mais, dans cette occasion, il transparaît que le gouvernement avait fait un mauvais marché, car tandis que dans la première toutong 10,000 personnes de chaque sexe étaient mortes à l'âge de 25 ans, cent ans plus tard il n'y eut que 5,772 personnes de sexe masculin et 6,146 de sexe féminin, soit un total de 12,918 personnes à cet âge.

De ces faits, il apparaît que la vie, sous certaines influences favorables, a gagné beaucoup, et probablement dans toutes ses formes et manifestations, et en vigueur et en durée. Nous ajouterons à ces faits les notes suivantes sur la mortalité en France :

Dans un mémoire présenté au préfet de Seine, par les inspecteurs de la vérification des décès, il est dit qu'à l'heure présentement du siècle, dans la ville de Paris, le taux de mortalité de l'ordre de 1000 décès par an, et que le chiffre de 4 sur 30 à Paris. Maintenant nous ne payons plus à la mort qu'un tribut de 1 sur 41 habitants. Ce rapprochement est assez éloquent ?

Il n'est pas sans intérêt de savoir, depuis le commencement du dix-huitième siècle jusqu'à nos jours, la lutte de la vie contre la mort, et les progrès qui se sont opérés par l'assainissement et l'élargissement des rues qui laissent circuler un air plus abondant et plus sain.

En 1830, la mortalité était encore de 1 sur 30 habitants. Ce n'est qu'en 1830 qu'elle a atteint la proportion de 1 sur 36. On a compté en 1847, 1 décès sur 37 habitants ; en 1854, 1 sur 38 ; et en 1856, 1 sur 39. Maintenant, comme nous l'avons dit plus haut, la mortalité est de 1 sur 41 habitants.

Si l'on fait sur la proportion de 2 millions d'habitants le calcul du gain qu'il y obtient sur les années précédentes, un curieux travail nous montre que l'assainissement et l'élargissement des rues nous ont procuré un gain de 1000 vies. Lorsque, au début de 1848, un tribut de 1 sur 28, il mourrait annuellement 71,428 personnes, tandis qu'il y en mourait que 48,780 dans la proportion actuelle de 1 sur 41. C'est donc 22,648 habitants que l'on arrache chaque année à la mort.

Après avoir examiné quelle est la mortalité à Paris, jetons un coup d'œil sur les autres parties de la France.

On a fait, pour 1850 et plusieurs années précédentes, un curieux travail sur la mortalité dans les diverses provinces de la France. Le nombre annuel de décès à Vige de cent ans et au-dessous est, en France, de 48. Les départements qui se distinguent par la durée de la vie sont : Orne, Calvados, Eure-et-Loir, Sarthe, Eure, Lot-et-Garonne, Deux-Sèvres, Indre-et-Loire, Basses-Pyrénées, Maine-et-Loire, Ardennes, Gers, Aude, Hautes-Pyrénées et Haute-Garonne.

Un Américain vient d'inventer une sorte d'un genre nouveau, fondé sur l'emploi de l'électricité. Il a substitué à la sorte ordininaire un fil de platine qui chauffe à blanc et conserve cette couleur. Ce fil, auquel est imprimé un mouvement, va dans de vastes cuvettes, dans lesquelles sont placées les plaques d'os, et sa fente échauffe permet de donner aux plaques à déliter les formes les plus compliquées. Le résultat de la carbonisation est égal à celui qui prodigent le sciage ordinaire.

Remède contre la pierre.

On vient de découvrir dans l'île de Madère un remède qu'on dit être infallible pour toutes les maladies des voies urinaires. C'est une infusion comme celle du thé, faites avec les flammes secas des dépositaires de mols. On laisse refroidir et l'on prend deux verres de ce liquide, un matin et le soir. Les résultats sont étonnantes, et sa fente échauffe permet de donner aux plaques à déliter les formes les plus compliquées. Le résultat de la carbonisation est égal à celui qui prodigent le sciage ordinaire.

